

**Arrêté préfectoral complémentaire n°2025-1720 du 25 avril 2025  
modifiant l'arrêté préfectoral n° 2021-2155 du 11 août 2021 autorisant la société HERMÈS  
SELLIER dont le siège social est situé à Pantin, à exploiter sous la rubrique 2360 une unité de  
travail du cuir au 48 rue Auger à Pantin (site BESSON).**

**Le préfet de la Seine-Saint-Denis  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre général du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 portant nomination du préfet de la Seine-Saint-Denis - M. Julien CHARLES ;

**Vu** le décret du Président de la République du 9 décembre 2024 portant nomination de la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis – Mme Vanessa SEDDIK ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2021-2155 délivré le 11 août 2021 à la société HERMES SELLIER pour l'exploitation d'une unité de travail du cuir sur le territoire de la commune de Pantin à l'adresse suivante: 48 rue Auger ;

**Vu** l'arrêté n°2025-0001 du 6 janvier 2025 donnant délégation de signature à Mme Vanessa SEDDIK, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis, secrétaire générale adjointe de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

**Vu** la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société HERMÈS SELLIER le 13 juin 2024 concernant l'exploitation d'une unité de travail du cuir et le dossier joint ;

**Vu** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 3 mars 2025 proposant d'acter les modifications non substantielles, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 11 mars 2025 pour lui permettre de formuler ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** la lettre préfectorale datée du 31 mars 2025 accordant à la société HERMES SELLIER un délai supplémentaire de quinze jours pour répondre au courrier du 11 mars 2025 engageant la procédure contradictoire sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel du 31 mars 2025 ;

**Vu** le courriel du 10 avril 2025 par lequel l'exploitant valide la version corrigée du projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmise le 9 avril 2024 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le rapport de l'inspection des installations du 3 mars 2025 mentionne que les modifications ne sont pas de nature à présenter des risques significatifs complémentaires malgré le remplacement des presses à bras par des presses numériques, l'augmentation de la surface occupée par des panneaux photovoltaïques, l'ajout de niveaux de stockage de grandes peaux et la diminution de la puissance des groupes électrogènes ;

**Considérant** que les modifications n'impactent pas le classement des installations classées et qu'elles ne sont pas soumises à évaluation environnementale ni à un examen « au cas par cas » ;

**Considérant** que le présent arrêté préfectoral complémentaire ne fait pas l'objet d'un passage en CODERST ;

**Considérant** que la société HERMÈS SELLIER a disposé d'un délai de quinze jours pour formuler des observations sur le projet d'arrêté ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Seine-Saint-Denis :

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La société HERMES SELLIER (SIRET 696 520 410 00494) dont le siège social est situé à 12-16 rue Auger PANTIN (93500), autorisée à exploiter une unité de travail du cuir sur le territoire de la commune de Pantin à l'adresse suivante 48 rue Auger, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

### **Article 2 : Nature des installations**

L'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 relatif à l'exploitation d'une unité de travail du cuir est modifié et remplacé comme suit :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité) Critère de classement	Nature de l'installation	Quantité/volume autorisé
2360-1	A	Atelier de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux. La puissance maximum de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 Kw.	Ateliers de travail du cuir de 350 kW de puissance électrique	350 kW
1185-2a	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2-Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Pompes à chaleur contenant 396 kg de R513 et 20 kg dans les groupes froids en cuisine	416 kg

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité) Critère de classement	Nature de l'installation	Quantité/volume autorisé
2355	D	Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 t.	Stockage de peaux teintées de 25 tonnes	25 tonnes
1978-13	NC	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 13. Revêtement du cuir, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 10 t/ an.	très inférieure à 10 t/an	
2220-2b	NC	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. 2. Autres installations : a) Supérieure à 10 t/ j (E) b) Supérieure à 2 t/ j, mais inférieure ou égale à 10 t/ j (DC).	Quantité de produits d'origine végétale entrant de 0,03915 t/j	
2221	NC	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, et des activités classées par ailleurs La quantité de produits entrant étant : 1 - supérieure à 4 t/j (E) 2 - supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 4 t/j (D).	Quantité de produits d'origine animale entrant : 0,03735 t/j	
2410	NC	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant 1. Supérieure à 250 kW (E) 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW (D).	Puissances des machines qui travaillent le bois pour la fabrication des malles de 7,5 kW	
2910-A	NC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1 si la puissance nominale totale de l'installation de combustion est : La puissance thermique nominale totale est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC).	Groupe électrogène de secours électrique de 352 kW fonctionnant au fuel	

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité) Critère de classement	Nature de l'installation	Quantité/volume autorisé
2925	NC	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (D) (1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.	Postes de charge pour engins de manutention 30 kW Locaux onduleurs pour l'installation photovoltaïque de 90 kW Bornes IRVE de 75 Kw  Local onduleurs secours électrique de 160 Kw..	
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t (A-2) 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t (E) 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (D).	Colle Transprene* étiquetée H225 Quantité présente de 50 litres maximum soit 42,5 kg ou 0,042 tonnes	
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A-2) b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E) c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.	Cuve de fuel pour le fonctionnement du groupe électrogène de 4 m3 ou 3,78 tonnes.	

D : Déclaration

DC : Déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du CE)

E : Enregistrement

A : Autorisation

NC : Non Classé

### **Article 3 : Consistance des installations autorisées**

L'article 1.1.5 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 relatif à l'exploitation d'une unité de travail du cuir est modifié et remplacé comme suit :

"Les installations autorisées sont installées dans un nouveau bâtiment construit pour ces dernières, conçues pour accueillir des activités de travail, de découpe et de stockage de cuir (peaux de bovins, peaux exotiques).

Le bâtiment est composé de 7 niveaux dont 2 de sous-sol. Ce dernier contient des locaux techniques, les locaux sociaux, des places de stationnement, 3 niveaux d'atelier de fabrication artisanales et les stockages de peaux et articles métalliques destinés à la fabrication d'articles de maroquinerie et de voyage (malles).



Les activités classées du site consistent en des ateliers de découpe du cuir d'une puissance totale de 350 kW, un stockage de peaux tannées de 25 tonnes maximum ainsi qu'une pompe à chaleur contenant 396 kg de R513 et des groupes froids en cuisine contenant 20 kg de fluide frigorigène. Le site reçoit des peaux tannées, teintées de cuirs précieux (peaux exotiques) et taurillons, vaches, veaux, chèvres et agneaux d'une plateforme logistique à raison de 3 camions de réception par semaine. Dans une moindre mesure, seront reçus des pièces métalliques et des consommables (colles, teintures à l'eau, filtres pour encolleuses, fils, aiguilles). L'expédition représente 2 camions par jour au maximum.

Les horaires d'ouverture du site couvrent les amplitudes 7h-20h, les services support et encadrements pouvant être amenés à être présents au-delà des horaires des artisans.

Les artisans travaillent sur des postes 1 × 8 heures du lundi au vendredi avec une amplitude de 7h00 – 18h00 (arrivée échelonnée des artisans entre 7h00 et 8h30 et départ couvrant la plage horaire 16h00 et 18h00).

Le site n'aura aucune activité le week-end et fonctionnera 220 jours/an".

#### **Article 4 : Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts**

L'article 2.1.2 intitulé « Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts » de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 relatif à l'exploitation d'une unité de travail du cuir est modifié et remplacé comme suit :

"De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- Mise en place d'une unique rue interne partiellement couverte de sorte à éviter un écoulement d'eaux pluviales de voiries sur la parcelle.
- Alimentation des sanitaires par une collecte des eaux de pluie de toitures, le trop plein de cette collecte alimente deux bassins d'orage enterrés situés côté rue Auger et côté rue du Congo. Le volume total des deux bassins est de 112 m³.
- Mise en place d'un dégraisseur pour les effluents domestiques avant le raccordement au réseau public.
- Mise en place de zones d'espaces verts plantés, d'environ 800 m².
- Le deuxième niveau de sous-sol est équipé d'un séparateur hydrocarbures.
- Mise en place de panneaux solaires en toiture, environ 381 m².
- Mise en place de toitures végétalisées".

#### **Article 5 : Origine des approvisionnements en eau**

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme suit :

"L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³/an) (*)	Prélèvement maximal Journalier (m³/j) (**)
Réseau d'eau public géré par Est Ensemble	Pantin	4000	18

## **Article 6 : Identification des effluents**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles traitées par le séparateur hydrocarbures puis collectées dans le bassin de tamponnement),
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les eaux polluées / eaux de process : les eaux de lavages, les purges des chaudières...,
  - les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine, les eaux de purge des circuits de refroidissement.

Les installations classées ne rejettent au réseau public aucun effluent de type industriel.

## **Article 7 : Eaux exclusivement pluviales**

L'article 4.3.2.1 intitulé « Eaux exclusivement pluviales » de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 relatif à l'exploitation d'une unité de travail du cuir est modifié et remplacé comme suit :

"Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées sont celles récoltées dans une cuve de récupération des eaux pluviales de 65 m³ située au deuxième sous-sol. Cette dernière permettra d'alimenter les sanitaires, diminuant ainsi la consommation d'eau potable.

Le trop-plein des eaux de pluie sera tamponné dans deux bassins d'un total de 112 m³ situés également au deuxième sous-sol. Ils sont dimensionnés sur la base d'un débit de fuite de 2 l/s imposé dans le PLU de Pantin pour tout raccordement au réseau public qui est unitaire au niveau de la rue Auger à Pantin".

## **Article 8 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

L'article 4.3.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 relatif à l'exploitation d'une unité de travail du cuir est modifié et remplacé comme suit :

"Une partie de la voirie sera à l'air libre sur le site. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées seront traitées par un séparateur à hydrocarbures installé au deuxième niveau de sous-sol".

## **Article 9 : Eaux domestiques**

L'article 4.3.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 relatif à l'exploitation d'une unité de travail du cuir est modifié et remplacé comme suit :

"Les eaux usées seront collectées depuis les différentes zones de sanitaire et rejetées dans le réseau public. L'exutoire des eaux usées sera la station d'épuration intercommunale Seine Aval. Le pétitionnaire s'assure du dimensionnement adapté pour le traitement d'eaux usées de type sanitaires. Les eaux grasses de la cuisine seront collectées spécifiquement et traitées par un séparateur à graisses localisé à proximité de la cuisine. Elles seront ensuite raccordées au réseau d'eaux usées du

site qui rejoindra le réseau public, sur la canalisation publique d'eaux usées. Les boues du séparateur à graisses sont évacuées dans des filières spécifiques à ce type de déchets".

#### **Article 10 : Localisation des points de rejets**

L'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 relatif à l'exploitation d'une unité de travail du cuir est modifié et remplacé comme suit :

"Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	EP Voirie en sortie de déshuileur (DSH)
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	/
Coordonnées (Lambert II étendu)	/
Nature des effluents	Eaux pluviales
Débit maximal journalier (m³/j)	/
Débit maximum horaire (m³/h)	/
Exutoire du rejet	Réseau public
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration intercommunale Seine-Aval Code SANDRE : 037800501000
Conditions de raccordement	Autorisation de raccordement avec la commune de Pantin

#### **Article 11 : Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux**

L'article n°4.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme suit :

"L'exploitant effectue un contrôle annuel de ses rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées permettant de vérifier au niveau du point de rejet le respect des paramètres suivants :

	Fréquence	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Matières en suspension (MES)	annuelle	/	1305	600 mg/L	/
DCO	annuelle	/	1314	2000 mg/L	/
DBO5	annuelle	/	1313	800 mg/L	/
Azote global	annuelle	/	1551	150 mg/L	/
Phosphore total	annuelle	/	1350	50 mg/L	/
Hydrocarbures totaux	annuelle	-	7009	10 mg/L	si le rejet dépasse 100 g/j

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au JORF n°0315 du 30 décembre 2020. Les mesures sont réalisées sur un échantillon représentatif, de débit et homogénéité suffisantes.

Au moins une fois par an, ces mesures sont réalisées par un laboratoire agréé.

Ces résultats sont mis à disposition de l'inspection des installations classées sur demande. En cas de non-conformité relevée, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, en détaillant les actions mises en œuvre pour lever ces non-conformités.

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet".

### **Article 12 : Déchets produits par l'établissement**

L'article n° 5.1.7 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme suit :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 01 01	Emballages en papier/carton
	15 01 02	Emballages en matières plastiques
	04 01 09	Déchets de cuirs
	20 01 30	Détergents autres que ceux visés à la rubrique 20 01 29
	04 01 99	Filtres des encolleuses
	15 01 03	Palettes
	19 08 09	Boues de dégraisseur
	20 03 01 20 01 08	Déchets municipaux en mélange
Déchets dangereux	13 01 05* 20 01 33*	Huiles hydrauliques non chlorées, Piles
	13 05 02*	Boues de séparateur hydrocarbures
	18 01 03*	Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux
	15 01 10 *	Déchets d'emballage de substances dangereuses
	15 02 02 *	Matériaux souillés par les substances dangereuses
	08 01 11 *	Déchets de peinture, vernis colle
	12 03 01 *	liquides aqueux de nettoyage

### **Article 13 : Stockage des grandes peaux de bovins**

L'article n° 8.2.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme suit :

-

"Le stockage de grandes peaux bovins est isolé par des parois et portes coupe-feu 2 heures (REI 120).

Le local de stockage des grandes peaux de bovins sera équipé d'une extraction mécanique des fumées dimensionnée sur une base de 12vol/h conformément à l'instruction technique IT 246.

Le stockage est effectué en racks, sur une hauteur maximale de 5,4 mètres (soit 1 mètre en dessous du sprinklage) et dans la limite de 15 tonnes".

### **Article 14 : Stockage des petites peaux et des peaux exotiques**

L'article n° 8.2.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme suit :



"Les locaux de stockage des petites peaux et des peaux exotiques (entières ou coupées) sont séparés les uns des autres. Le local de stockage des petites peaux mesure 246 m<sup>2</sup>. Le local de stockage des peaux exotiques mesure 219 m<sup>2</sup>.

Un troisième local contient 3,5 tonnes de peaux pour une surface de 71,7 m<sup>2</sup>".

#### **Article 15 : Stockage des produits liquides**

L'article n° 8.2.2.4 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme suit :

"Les produits présents sous forme liquide sont :

- Colle aqueuse :

Elle est conditionnée en bidon de 10 litres unitaires, sur rétention.

- Colle solvantée :

La colle solvantée est étiquetée selon les mentions de dangers en vigueur.

La quantité utilisée par jour est au maximum de 4,5 litres et la quantité stockée de 50 litres. Le stockage s'effectue sur bac de rétention et dans le stockage dédié au deuxième niveau de sous-sol séparé du reste du bâtiment par une dalle béton coupe-feu et avec une dalle béton étanche au sol. Les précautions d'usage pour son utilisation sont respectées par les artisans (protection individuelle).

- Teinture :

Les teintures seront également stockées dans des conditionnements de 1 litre unitaire.

- Produits lessiviels :

Les produits lessiviels utilisés ne sont pas non plus des produits étiquetés et sont contenus dans les bacs des fontaines lessiviels. Ils sont remplacés régulièrement par une société spécialisée.

- Fuel domestique pour le fonctionnement du groupe électrogène (4 m<sup>3</sup>) :

Le fuel sera stocké dans une cuve enterrée sous le local groupe électrogène. L'alimentation du groupe électrogène depuis la cuve de fuel se fera par une tuyauterie".

#### **Article 16 : Panneaux photovoltaïques**

Des panneaux photovoltaïques seront implantés en toiture, à l'extérieur du bâtiment. Les panneaux seront posés en sur-toiture sur des rails métalliques et ne seront pas en contact direct avec la toiture. La commande de coupure d'urgence photovoltaïque sera située au niveau RDC dans un local facilement accessible par les services d'incendie et de secours.

Une coupure générale de l'onduleur sera positionnée à côté de la coupure générale secteur de l'établissement et identifiée par la mention : « attention présence de deux sources de tension : 1 – Réseau de distribution ; 2 – Panneaux photovoltaïques » en lettres noires sur fond jaune.

Le pictogramme dédié au risque photovoltaïque sera apposé aux accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque et sur les câbles DC tous les 5 m.

Un système de micro-onduleur permettra d'isoler au moins 12 panneaux/shed en effectuant une coupure de leur production à la source.

L'action sur la commande de coupure d'urgence permettra de couper la production d'énergie photovoltaïque directement au droit des panneaux. Ainsi aucun câble ne sera sous tension en aval des coffrets DC.

Les installations feront l'objet d'un suivi par contrat de maintenance annuel par une société spécialisée.

L'installation sera conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

### **Article 17 : Installation d'extinction automatique (sprinklage)**

L'article n° 8.7.5.3 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme suit :

"Une protection de type sprinklage protégera l'ensemble du bâtiment (y compris les 2 niveaux de sous-sol).

Le local sprinklage est implanté au deuxième sous-sol et la réserve d'eau de 210 m<sup>3</sup> sera dans un cuvelage béton au deuxième sous-sol également".

### **Article 18 : Besoins en eaux**

L'article n° 8.7.6.1 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme suit :

"Les besoins en eaux d'incendie calculés en application du document technique D9 sont de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures soit 120 m<sup>3</sup>.

Le calcul D9 est actualisé et transmis à l'Inspection en cas de modifications de l'installation nécessitant des besoins en eaux d'incendie supplémentaires".

### **Article 19 : Local transformateur**

L'article n° 9.1 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme suit :

"Deux transformateurs sont de type sec (sans aucun diélectrique) sont implantés dans un local dédié coupe-feu 2 heures au niveau N-2".

### **Article 20 : Local onduleurs**

L'intitulé de l'article n° 9.4 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme ci-dessus.

### **Article 21 : Local groupe électrogène - cuve de fuel**

L'article n° 9.5 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme suit :

"Un groupe électrogène de puissance thermique (352 kW) sera situé dans un local spécifique dédié et coupe-feu 1 heure. Cette installation sera équipée d'arrêt automatique en cas d'arrêt d'alimentation en combustible. Il est situé en deuxième sous-sol.

Il sera alimenté par du fuel stocké dans une cuve enterrée sous ce local dans une rétention comblée avec du sable avec détection de fuite. Cette cuve de fuel est destinée au fonctionnement du groupe électrogène et sera de 4 m<sup>3</sup> ou 3,4 tonnes".

### **Article 22 : Local sprinklage**

L'article n° 9.7 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme suit :

"Le local sprinklage est implanté au deuxième sous-sol. Il est constitué d'une réserve d'eau de 210 m<sup>3</sup> qui sera dans un cuvelage béton au deuxième sous-sol également".

### **Article 23 : Local pompes à chaleur**

L'article n° 9.9 de l'arrêté préfectoral n°2021-2155 du 11 août 2021 est modifié et remplacé comme suit :

"Les Pompes à Chaleur sont stockées au sein d'un local spécifique. Elles fonctionnent avec un groupe froid contenant un fluide frigorigène. Ces équipements sont également soumis à des conditions de pression particulière, et contiennent un fluide frigorigène dont les caractéristiques lui permettent d'être à l'état liquide ou gazeux en fonction des conditions de température et pression. Le risque présenté par ces équipements est donc une fuite de fluide frigorigène. Les pompes à chaleur air/eau fonctionneront au R.513 et contiendront 396 kg de fluide frigorigène".

### **Article 24 :**

Les conditions pré-citées devront être respectées à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 25 : Notification**

Le présent arrêté est notifié à la société Hermès Sellier sise 48, rue Auger, à Pantin (93500) par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 26 : Publicité**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Un affichage est effectué à la mairie Pantin (93) dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement.

### **Article 27 : Délais et voies de recours**

1°- Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision sera soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig – 93 100 Montreuil, dans le délai de deux mois qui suivent la notification du présent arrêté :

- Soit au moyen de l'application telerecours à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr>
- Soit en y déposant directement un recours.

Les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, peuvent adresser leur requête selon les mêmes modalités, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

2°- En application des dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le demandeur peut préalablement saisir d'un recours gracieux le préfet de la Seine-Saint-Denis ou un d'un recours hiérarchique la ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la prévention des risques. Cette démarche prolonge de deux mois, le délai de recours prévu au 1°.

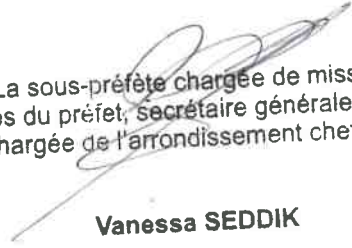
***Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.***

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 28 : Exécution de l'arrêté préfectoral complémentaire**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Pantin (93).

Le préfet,

  
La sous-préfète chargée de mission  
auprès du préfet, secrétaire générale adjointe  
chargée de l'arrondissement chef-lieu

**Vanessa SEDDIK**